

# le ministre Axworthy

Lloyd Axworthy accorde  
une entrevue à **Canada — Regard sur le monde**

## M. Axworthy

La guerre civile n'est pas nouvelle. Toutefois, l'augmentation du nombre de conflits depuis 10 ans nous oblige de façon impérative à revoir notre approche traditionnelle. En outre, les problèmes tels que la détérioration de l'environnement, le trafic des stupéfiants et le terrorisme international sont nouveaux, ou du moins à la hausse, et nous touchent jusque dans notre propre pays. Les Canadiens voyagent également beaucoup plus qu'avant, que ce soit pour faire des affaires, pour étudier ou pour visiter. Nous sommes donc beaucoup plus exposés qu'auparavant à tous ces problèmes. Ajoutez à cela le fait que la technologie nous amène des images souvent pénibles jusque dans nos salons et vous voyez comment, dans notre monde interrelié, l'insécurité des autres devient, tôt ou tard, notre problème — et parfois même notre insécurité. Une approche axée sur la sécurité humaine est, par conséquent, non seulement souhaitable, mais de plus en plus indispensable. Pour les Canadiens, la sécurité humaine signifie un monde plus sûr, meilleur marché et ouvert. Notre sécurité et notre prospérité sont tributaires de la stabilité de la planète.

## Canada — Regard sur le monde

Pouvez-vous donner, pour le bénéfice de nos lecteurs, les éléments qui sont au coeur du concept de la sécurité humaine?

## M. Axworthy

Il s'agit essentiellement d'édifier une société mondiale où la sécurité de l'être humain est au centre des priorités internationales et constitue une motivation qui pousse à agir concrètement à l'échelle internationale. Une société où les normes humanitaires internationales et la primauté du droit sont promues et tissées afin de former un filet de sécurité pour les personnes. Une société où les violateurs des normes humanitaires sont tenus entièrement responsables. Une société où les institutions internationales, régionales et bilatérales — actuelles et futures — sont bâties et équipées de manière à relever et à appliquer ces normes.

## Canada — Regard sur le monde

Lorsque vous parlez d'appliquer les normes humanitaires et de tenir les individus qui les violent entièrement responsables, n'encouragez-vous pas une politique d'ingérence dans les affaires d'un État souverain?

## M. Axworthy

Non. La sécurité humaine n'appelle pas un « droit d'ingérence ». Elle soutient plutôt les droits des populations victimes d'agressions physiques, de menaces coercitives et d'intimidation flagrantes. Devant les meurtres massifs parrainés par l'État, les effroyables violations des droits de la personne et la brutalité calculée à l'endroit de personnes, on ne peut nier l'urgence d'agir du point de vue humanitaire. Quand on a épuisé tous les autres moyens visant à mettre fin à ces menaces, il peut s'avérer nécessaire de prendre des mesures fermes (dont l'action militaire) pour défendre la sécurité humaine. C'est dans ce contexte qu'il faut placer l'intervention dans le conflit au Kosovo.

## Canada — Regard sur le monde

Cela m'amène à vous demander qui détermine quand, où et comment intervenir dans un État souverain. L'OTAN a été réprimandée de part et d'autre pour les mesures qu'elle a prises au Kosovo. De nombreux observateurs ont indiqué que la décision d'intervenir ou non dans ce conflit aurait dû être confiée au Conseil de sécurité de l'ONU. Que répondez-vous à ces critiques?

## M. Axworthy

La décision de l'OTAN d'agir dans ce conflit n'a pas été prise à la légère. L'évidence des atrocités qui étaient commises était indéniable. La difficulté, avec le Conseil de sécurité, c'est qu'il n'est pas aussi pertinent que nous le souhaiterions dans le monde complètement changé et très dangereux où nous vivons. Il faut se pencher sur les façons de l'adapter aux nouvelles réalités afin qu'il puisse mieux protéger les

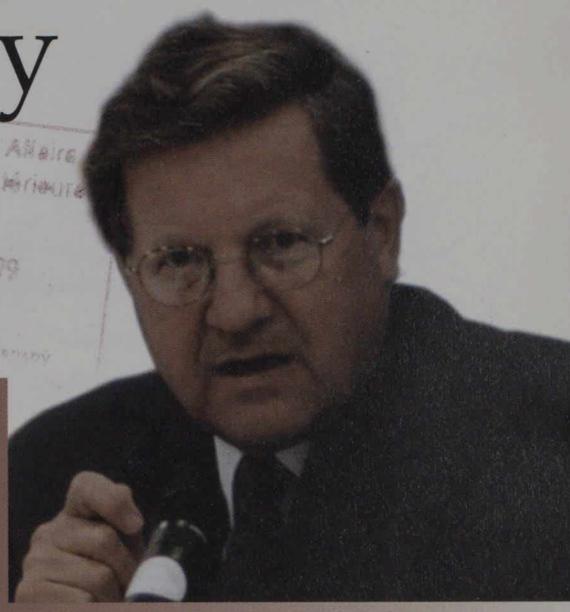


photo : MAECI

personnes. C'est pourquoi le Canada a présenté le dossier de la protection des civils dans les conflits armés, en février dernier, et a demandé au secrétaire général Annan, d'étudier la question et de formuler des recommandations concrètes sur ce que devrait faire le Conseil pour mieux promouvoir la sécurité des personnes. Nous discuterons de ses propositions cet automne.

## Canada — Regard sur le monde

Vous avez dit que la sécurité humaine est un effort collectif. Faisiez-vous allusion uniquement aux États et aux institutions internationales, ou à une participation plus large?

## M. Axworthy

Pour mieux faire avancer la question de la sécurité humaine, nous devons mettre sur pied des partenariats novateurs entre les pays, les institutions, les organisations non gouvernementales, les Églises, les organismes des droits de la personne, le secteur privé et les groupes éducatifs qui poursuivent les mêmes objectifs. Ce sont des coalitions semblables entre le gouvernement et la société civile qui ont contribué au succès de la campagne visant l'interdiction des mines antipersonnel et joué un rôle déterminant dans l'adoption du statut de la Cour criminelle internationale. Elles sont porteuses d'avenir, car elles montrent la puissance des bonnes idées et de la mise en commun des ressources.

Tout compte fait, c'est dans notre intérêt aussi de renforcer la sécurité de tous les êtres humains. ●